

**PROCÈS VERBAL
SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU BUDGET 2025
CE 17^e JOUR DE DÉCEMBRE 2024, À 19H30**

Le conseil de la municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu siège en séance extraordinaire du budget 2025 ce 17^e jour de décembre 2024.

Étaient présents : Monsieur Alain Lavallée, maire
Monsieur John Bradley, conseiller
Monsieur Yvon Forget, conseiller
Monsieur Ghislain Henri, conseillère
Monsieur Réal Déry, conseiller
Madame Marie-Claude Racine, conseillère
Monsieur Maurice Rolland, conseiller

Madame Sylvie Burelle, directrice générale assistait également à la séance.

R-147-2024 Constatation du quorum et ouverture de la séance

Conformément aux dispositions de l'article 156 du Code municipal, l'avis de convocation a été signifié à tous les élus tels que requis et le quorum est respecté.

Monsieur le maire Alain Lavallée constate le quorum et ouvre la séance à 19h30.

R-148-2024 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par monsieur John Bradley, appuyé par monsieur Ghislain Henri et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que lu.

Monsieur le maire présente à l'assemblée les prévisions budgétaires pour l'année 2025.

R-149-2024 Adoption du budget 2025

Attendu les dispositions de l'article 954 du Code municipal concernant l'adoption du budget

Attendu la présentation du budget 2024 déposé et présenté séance tenante ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Réal Déry, appuyé par madame Marie-Claude Racine et résolu unanimement résolu que le budget pour l'exercice 2025, comportant des dépenses 4 836 895\$ et des revenus égaux, soit adopté tel que présenté.

**R-150-2024 Adoption du plan triennal d'immobilisations
2025-2026-2027**

Considérant les dispositions de l'article 953.1 du Code municipal concernant le plan triennal des immobilisations ;

Considérant la présentation du plan triennal des immobilisations 2025-2026 et 2027 déposé et présenté séance tenante ;

En conséquence, il est proposé par monsieur John Bradley, appuyé par monsieur Yvon Forget et unanimement résolu que le plan triennal des immobilisations, pour les années 2025-2026 et 2027 soit adopté tel que déposé et présenté.

R-151-2024 Levée de la séance du budget 2025

Il est proposé par monsieur Réal Déry, appuyé par monsieur Maurice Rolland et unanimement résolu unanimement résolu que la séance du budget 2025 du conseil soit levée.



Alain Lavallée
Maire



Sylvie Burelle
Greffière-trésorière et directrice générale

**PROCÈS VERBAL
SÉANCE EXTRAORDINAIRE
CE 17^e JOUR DE DÉCEMBRE 2024, À 20H00**

Le conseil de la municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu siège en séance extraordinaire ce 17^e jour de décembre 2024

Étaient présents : Monsieur Alain Lavallée, maire
Monsieur John Bradley, conseiller
Monsieur Yvon Forget, conseiller
Monsieur Ghislain Henri, conseiller
Monsieur Réal Déry, conseiller
Madame Marie-Claude Racine, conseillère
Monsieur Maurice Rolland, conseiller

Madame Sylvie Burelle, directrice générale assistait également à la séance.

R-152-2024 Constatation du quorum et ouverture de la séance

Conformément aux dispositions de l'article 156 du Code municipal, l'avis de convocation a été signifié à tous les élus tels que requis et le quorum est respecté.

Monsieur le maire Alain Lavallée constate le quorum et ouvre la séance à 20h00.

R-153-2024 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par monsieur Maurice Rolland, appuyé par madame Marie-Claude Racine et unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que lu.

**PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE LA VALLÉE DU RICHELIEU
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU**

RÈGLEMENT #8-2024

**RÈGLEMENT DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAUX DE TAXATION ET
DE TARIFICATION DES SERVICES MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE
FINANCIÈRE 2025**

Attendu que le conseil de la Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu a étudié son budget pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2025;

Attendu que ce conseil est d'avis d'adopter ce budget et d'imposer les taxes nécessaires à la réalisation de ce budget par règlement;

Attendu que ce conseil prévoit des dépenses de 4 836 895\$ pour cet exercice;

Attendu que la différence entre les dépenses et les revenus non fonciers est la somme de 3 001 298\$;

Attendu que l'évaluation imposable est de 570 011 489\$ et que l'équivalent de l'assiette fiscale est de 579 889 200\$;

Attendu que l'évaluation imposable assujettie à la catégorie des immeubles non résidentiels est de 17 676 074\$;

Attendu que l'évaluation imposable assujettie à la catégorie des immeubles agricoles est de 167 603 619\$;

Attendu qu'avis de présentation du présent règlement ait été régulièrement donné;

En conséquence, il est par le présent règlement ordonné et statué que;

Article 1. Préambule

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

Article 2. Budget 2025

Le budget dressé par ce conseil est adopté par le présent règlement, à toute fin que de droit, et, copie certifiée du budget est annexée au présent règlement pour en faire partie intégrante, et, afin de réaliser ledit budget les taxes suivantes sont imposées.

Article 3. Taxe foncière générale

Les catégories d'immeubles pour lesquelles la municipalité fixe plus d'un taux de la taxe foncière générale déterminée par la Loi, à savoir :

1. Catégorie résiduelle
2. Catégorie agricole
3. Catégorie des immeubles non résidentiels

Taux particulier à la catégorie résiduelle

Conséquemment, le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixé à la somme de 0.4723 par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés aux dits fonds définis à la Loi.

Taux particulier à la catégorie agricole

Conséquemment, le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie agricole est fixé à la somme de 0.3723 par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés aux dits fonds définis à la Loi.

Taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels

Le taux particulier de la taxe générale foncière de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à la somme de 0.7743 par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles non résidentiels aux dits fonds et définis par la Loi, selon un pourcentage d'utilisation.

Article 4. Taxe d'infrastructure fonds général

Le taux particulier de la taxe d'infrastructure du fonds général est fixé à la somme de 0.0742 par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés aux dits fonds définis à la Loi.

Article 5. Compensation

Une compensation de taxe est imposée sur 82% de l'évaluation des écoles et sur 100% du réseau des affaires sociales.

Article 6. Compensation – Matières résiduelles

Afin de régler les dépenses engagées par le contrat de la collecte et de la disposition des vidanges, la collecte sélective, les services de l'écocentre et le service de matières putrescibles, les taxes suivantes seront imposées par unité de logement à savoir :

Collecte – Ordures	135.50\$
Collecte – Écocentre	60.00\$
Collecte – Résidus alimentaires	89.00\$

Pour le secteur ICI (industriel – commercial – institutionnel)

Conteneur – Ordures

U-CON-52-6V	4283\$
U-CON-52-4V	2855\$
U-CON-26-4V	1428\$

Conteneur – Matières recyclables

R-CON-52-8V	221\$
R-CON-52-4V	221\$
R-CON-26-4V	111\$

Conteneur – Résidus alimentaires

O-CON-26-4V	1052\$
O-CON-52-4V	2101\$

Article 7. Compensation – Vidange de fosse septique

Afin de régler les dépenses engagées par le contrat pour effectuer les vidanges de fosses septiques qui seront vidangées tous les deux ans, une taxe de 78\$ sera prélevée annuellement.

Article 8. Compensation – Inspection des installations septiques

Afin de régler les dépenses engagées par le contrat pour effectuer les inspections des installations septiques une compensation au coût de 600\$ sera imposée à tous les propriétaires dont l'installation a été inspectée, peu importe le résultat de l'inspection.

Article 9. Compensation d'eau

Afin d'acquitter la quote-part de la Régie de l'A.I.B.R., un tarif de base de 185\$ incluant la location du compteur et les 50 premiers mètres cubes d'eau sera prélevé annuellement pour chaque matricule desservi.

L'excédent des 50 mètres cubes d'eau, ainsi que la consommation de chaque compteur additionnel seront facturés au taux de 0.70¢ le mètre cube.

Article 10. Compensation d'eau pour les E.A.E.

Aux fins de conformité avec les dispositions relatives à la fiscalité agricole, la taxation d'eau pour les entreprises agricoles enregistrées (E.A.E.) sera répartie comme suit à savoir :

-La somme de 300\$ (ou 185\$ tarif de base plus 115\$ excédent des 50 premiers mètres cubes) sera imputée à la partie résidentielle de ladite E.A.E.;

-L'excédent de 300\$ sera imputé à la partie agricole de ladite E.A.E., dès lors sujet à remboursement par le MAPAQ.

Si l'entreprise agricole enregistrée a muni son E.A.E. d'une entrée d'eau distinct pour la ferme, le compte d'eau sera imputé au complet à la partie agricole de ladite E.A.E. et sujet à remboursement par le MAPAQ.

Article 11. Compensation d'égout

Il est imposé et prélevé pour l'exercice financier 2025, pour chaque unité attribuée à chaque immeuble, une taxe annuelle de 1298\$ l'unité, à tous les usagers concernés. Cette compensation est imposée à titre de remboursement de la dette des règlements #1- 2006 et #4-2008.

Article 12. Compensation traitement des eaux usées

Il est imposé et prélevé pour l'exercice financier 2025 pour chaque unité attribuée à chaque immeuble, une taxe annuelle de 170 \$ l'unité, à tous les usagers concernés. Cette compensation est imposée à titre de taxe d'entretien et d'exploitation pour l'assainissement des eaux usées.

Article 13. Taux d'intérêt sur les arriérés

Le taux d'intérêt sur les comptes non payés est de 12% annuellement.

Article 14. Versements

Conformément au paragraphe 4 de l'article 263 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, le nombre de versements est établi à cinq pour les comptes supérieurs à 300\$. Les dates ultimes sont les 15 février, 15 avril, 15 juin, 15 août et 15 octobre. Lorsqu'un versement n'est pas effectué dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible.

Article 15. Frais administratifs de 15%

Des frais administratifs de 15% sont ajoutés aux coûts des travaux que la municipalité exécute en lieu et place de toute personne qui contrevient à une loi, un règlement ou une ordonnance et qui refuse ou néglige de les exécuter. Ces frais couvrent le temps et les déboursés inhérents de la municipalité pour la prise en charge d'un tel dossier et constitue une somme due à la municipalité en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les compétences municipales*.

Article 16. Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en force et en vigueur conformément à la Loi.



Alain Lavallée
Maire



Sylvie Burelle
Greffière-trésorière et directrice générale

R-154-2024 Adoption du règlement #8-2024

Il est proposé par monsieur Maurice Rolland, appuyé par monsieur Réal Déry et unanimement résolu que le règlement portant le numéro #8-2024, règlement décrétant l'imposition taux de taxation, de compensation et tarification pour les services municipaux pour l'année financière 2025, soit adopté et entrera en vigueur suivant la Loi.

R-155- 2024 Priorités d'action 2025-2026 – Sûreté du Québec

Attendu que la Municipalité doit transmettre les priorités d'action 2025-2026 à la Sûreté du Québec afin d'orienter les interventions;

Attendu que le Comité de la sécurité publique a identifié les trois (3) priorités d'intervention suivantes :

1. Intervenir de façon active et ciblée sur le réseau routier

- Opérations vitesse sur les routes numérotées, aux entrées et sorties des municipalités et dans les zones scolaires.

2. Effectuer de la patrouille préventive dans lieux publics

- Patrouille des infrastructures publiques (parcs, quais, etc.), et scolaires;
- Patrouille de visibilité à pied et à vélo dans les parcs et endroits publics, lors d'événements sportifs et/ou culturels, ou activités humanitaires.

3. Prévenir les incivilités nautiques et les comportements négligents des plaisanciers

- Patrouilles nautiques et à quai sur la rivière Richelieu et le secteur des îles.
- Vigie de la réglementation régissant la navigation sur la rivière Richelieu.

En conséquence, il est proposé par monsieur Réal Déry, appuyé par monsieur John Bradley et unanimement résolu d'adopter les priorités d'action 2025-2026, comme recommandé par le Comité de la sécurité publique de la MRC de la Vallée-du-Richelieu.

R-156-2024 Levée de la séance extraordinaire

Il est proposé par monsieur Ghislain Henri, appuyé par monsieur Réal Déry et unanimement résolu que la séance extraordinaire du conseil soit levée.



Alain Lavallée
Maire



Sylvie Burelle
Greffière-trésorière et directrice générale

Certificat de disponibilité

Je soussignée, certifie que la municipalité a les fonds nécessaires pour rencontrer les dépenses faites ou engagées par la résolution R-154-2024 et R-155-2024.

Donné à Saint-Marc-sur-Richelieu, ce 18^e jour de décembre 2024.



Sylvie Burelle
Greffière-trésorière et directrice générale